

# Réforme de l'Etat : il n'y a pas de refus explicite du PS

**PARTIS** Elio Di Rupo refuse de dire qu'il ne négociera rien en 2019

► Le plus grand parti francophone est monté sur le dossier communautaire.

► Avec une stratégie en trois axes, qui n'exclut pas une discussion après les prochaines élections.

## ANALYSE

Le vent communautaire s'est remis à souffler, cette semaine, avec la décision de Bart De Wever de préparer les textes de la prochaine réforme de l'Etat. Le PS, que certains voyaient quelque peu à la peine sur les sujets socioéconomiques qui ont dominé l'agenda politique ces derniers mois, s'est lancé dans la mêlée. Avec une stratégie. Décodage.

**1 Diaboliser le MR, ce « mauvais francophone ».** En publicité, on appelle cela un *baseline*. C'est la phrase d'accroche d'une campagne de communication. Pour l'instant, au PS, c'est : « Le MR n'est pas capable de défendre les francophones. » Le propos a été dit et répété ces dernières heures par le président du parti, Elio Di Rupo. Encore vendredi matin, sur La Première. « *Le plus inimaginable, c'est de constater l'impuissance totale du MR. A aucun moment, ce parti n'a contredit la N-VA et à aucun moment il n'a dit qu'il était contre les déclarations de la N-VA. Cela veut dire qu'aujourd'hui, on a ce sentiment extrêmement désagréable que le MR est totalement coincé dans un gouvernement, les pieds liés, et on voit la N-VA accaparer le gouvernement et le tenir à la*

*gorge. Ça ne va pas ! »* Le PS martèle : en gouvernant seul côté francophone, et sans le PS, le MR laisse le sud du pays à la merci des exigences nationalistes.

**2 On ne refuse pas frontalement l'idée d'une réforme de l'Etat.** Le PS déplore le retour du communautaire, mais ne refuse pas d'emblée d'entrer dans la discussion institutionnelle au cas où celle-ci s'imposerait. La nuance est majeure. Le président du parti, Elio Di Rupo, a

refusé vendredi de mettre son veto à l'idée d'une discussion institutionnelle à l'horizon 2019. « *L'essentiel de l'essentiel, c'est préserver la Sécurité sociale.* » Pressé une seconde fois de répondre, il dit : « *En politique comme dans la vie, ce n'est pas oui ou non. C'est beaucoup plus complexe.* » En réalité, le PS ne veut pas prendre le risque de refuser par avance tout débat sur une nouvelle réforme institutionnelle, pour la simple et bonne raison qu'il pourrait en être au cas où celle-ci serait menée. L'entourage du parti confirme, mais nuance. « *Nous ne fermons aucune porte. Nous nous opposons à une réforme de l'Etat, mais nous ne savons pas quelle sera la situation politique à l'avenir. En tout cas, nous refuserons une discussion sur la scission du pays ou le fédéralisme. Mais ce n'est clairement pas à l'ordre du jour et c'est au MR d'agir face aux ardeurs communautaires de son partenaire de gouvernement.* »

**3 On évite l'accusation de nourrir un axe PS-N-VA.** Certains reprochent aux socialistes,

en s'opposant frontalement à la N-VA, de servir autant leurs propres intérêts que ceux... des nationalistes. Car critiquer le grand parti flamand frontalement, c'est plaire aux électeurs du PS, et pour la N-VA, critiquer le PS, c'est tout aussi productif. Le jeu serait donc gagnant pour les deux parties. Mais le PS ne veut pas prêter le flanc à cette accusation de « complicité ». Aussi le président du PS et les siens refusent-ils, autant que possible, la confrontation directe avec la N-VA. On en a eu un indice ce jeudi, à la Chambre, où personne, sur les bancs socialistes, n'a posé de question au Premier ministre sur les propos de Bart De Wever indiquant qu'il pré-

pare les textes de la future réforme. Le pupitre est laissé au CDH et à Défi, qui n'en demandaient pas tant. Le parti rétorque qu'il a préféré cibler des dossiers précis, pour cette séance parlementaire. Mais ce matin, ce refus de confrontation ne faisait plus de doute puisque Elio Di Rupo l'a évoqué explicitement. « *La N-VA ne réussit pas à créer de l'emploi, donc c'est un échec, et bien entendu, le communautaire revient au galop. Mais ce n'est pas parce que la N-VA fait ses déclarations que nous devons emboîter le pas.* » Plus tard, il ajoute : « *Ce qui est insupportable, c'est que c'est la N-VA qui fait son cirque et on vient poser des questions au Parti socialiste. Nous ne voulons pas rentrer dans la dynamique de la N-VA. Ce serait rendre un mauvais service aux Wallons et aux francophones de Bruxelles.* » ■

**BERNARD DEMONTY**

rendu les tarifs plus transparents, en exprimant le ticket modérateur en montant fixe et non plus en pourcent. Et de conclure : « *Elio Di Rupo a surfé sur les peurs d'une population fragile.* »

B.DY

## RÉACTION

### Chastel : « Di Rupo surfe sur les peurs »

Le président du MR a réagi avec virulence à un propos d'Elio Di Rupo,

vendredi matin, sur La Première. Le président du PS avait affirmé que le gouvernement fédéral a augmenté le prix de la visite chez le spécialiste. « *Le président du PS a tenu des propos excessifs et démagogiques, dit le*

président du MR. *La désinformation a ses limites : quand Elio Di Rupo prétend que le gouvernement fédéral s'attaque aux patients, il ne dit pas la vérité.* » Le MR estime avoir juste